

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

VERGNET S.A. (VSA)

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 452 176,23 euros

Siège social : 12 rue des Châtaigniers - 45140 Ormes

348 134 040 R.C.S. Orléans

AVIS DE REGROUPEMENT D'ACTIONS

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société lors de sa réunion du 30 septembre 2024, dans sa vingt-troisième (23^{ème}) résolution, a délégué au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, ses pouvoirs pour procéder au regroupement des actions composant le capital de VERGNET S.A. (ci-après la « **Société** »), avec la limite que le nombre d'actions composant le capital de la Société à l'issue des opérations de regroupement ne soit pas inférieur à un milliardième (1 / 1 000 000 000^{ème}) du nombre d'actions composant le capital de la Société tel qu'existant immédiatement avant le regroupement en question.

Lors de sa réunion du 22 août 2025, le conseil d'administration a décidé de faire usage de cette délégation et a :

- décidé de mettre en œuvre la délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale du 30 septembre 2024 par sa vingt-troisième résolution afin de procéder aux opérations de regroupement d'actions par l'attribution d'une (1) action nouvelle de 0,76 euro de valeur nominale contre sept mille six cents (7 600) actions anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale ;
- constaté que le nombre d'actions soumises au regroupement s'établit à 4 521 762 303 actions de 0,0001 euro de valeur nominale au moment de la prise de ces décisions ;
- constaté que le nombre d'actions à provenir du regroupement s'établit à 594 968 actions de 0,76 € de valeur nominale, à ajuster le cas échéant à la date effective du regroupement en fonction des actions qui seraient émises à compter de la prise de ces décisions ;
- constaté que le nombre d'actions soumises au regroupement et le nombre d'actions à provenir du regroupement seront majorées, le cas échéant, des actions émises suivant l'exercice des droits des bénéficiaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, ou des actions qui seraient émises à compter des présentes; dans cette hypothèse, le nombre définitif d'actions soumises au regroupement et le nombre définitif d'actions à provenir du regroupement seront déterminés par le directeur général agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférées par l'assemblée générale du 30 septembre 2024 avant le début des opérations de regroupement et fera l'objet d'une publication par la Société ;
- constaté que le regroupement d'actions donnera lieu à la formation de rompus à arrêter par le directeur général ;

afin de permettre d'appliquer le ratio d'échange à un nombre entier d'actions, les actions anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale chacune formant rompu seront annulées à la date du regroupement ;

- décidé que la conversion des titres anciens en titres nouveaux sera effectuée selon la procédure d'office ;
- pris acte que les actionnaires qui n'auraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus, afin d'obtenir un multiple de sept mille six cents (7 600) ;

passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de sept mille six cents (7 600) seront indemnisés dans un délai de 30 jours par leur intermédiaire financier ;

les actions non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement ;

- pris acte qu'en application des articles L.228-6-1 et R.228-12 du code de commerce, à l'expiration de la période de trente jours, les actions nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seront réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits ;
- décidé que toutes les opérations relatives au regroupement auront lieu auprès d'Euronext Paris ;

- décidé, dans l'optique de favoriser les opérations de regroupement, de suspendre la faculté d'exercice de l'ensemble des valeurs mobilières donnant accès au capital pour une durée maximum de trois mois ;
- établi, en conséquence de ce qui précède, l'avis de regroupement d'actions qui sera publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires ;
- délégué tous pouvoirs au directeur général pour réaliser définitivement le regroupement des actions faisant l'objet de cette délibération au plus tard le 30 septembre 2025, et notamment :
 - o arrêter les dates des opérations et des publications, ainsi que le communiqué de presse relatif au regroupement d'actions ;
 - o constater et arrêter le nombre exact d'actions à regrouper et le nombre exact d'actions résultant du regroupement avant le début des opérations de regroupement dans le cas où celui-ci viendrait à être différent de celui constaté et arrêté par le conseil d'Administration dans cette délibération ;
 - o procéder, le cas échéant, en conséquence du regroupement d'actions ainsi opéré, à l'ajustement des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, ainsi qu'à l'information corrélative desdits bénéficiaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - o constater la réalisation définitive du regroupement et modifier, consécutivement au regroupement d'actions, les statuts de la Société ;
 - o procéder à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des délégations de pouvoirs conférées au conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ;
 - o procéder à la publication de l'avis de regroupement, à l'accomplissement de toutes formalités légales et réglementaires et prendre toutes mesures nécessaires et appropriées à la mise en œuvre de la décision du conseil d'administration ; et
 - o plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de procéder au regroupement des actions conformément à la réglementation applicable.

Le directeur général de la Société a, par décisions en date du 15 septembre 2025, conformément à la subdélégation de compétences du conseil d'administration détaillée ci-dessus, a :

- décidé de lancer les opérations de regroupement des actions de sorte que sept mille six cents (7 600) actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0001 € soient échangées contre une (1) action nouvelle d'une valeur nominale de 0,76 € ;
- décidé que les opérations de regroupement débuteraient à partir du jeudi 02 octobre 2025, s'achèveraient le vendredi 31 octobre 2025 inclus et seraient donc réalisées de plein droit le samedi 1^{er} novembre 2025 ;
- constaté que le nombre d'actions soumises au regroupement s'établit à 4 521 762 303 actions de 0,0001 euro de valeur nominale ;
- constaté que le nombre d'actions à provenir du regroupement s'établit à 594 968 actions de 0,76 euro de valeur nominale ;
- constaté que le nombre d'actions soumises au regroupement et le nombre d'actions à provenir du regroupement seront majorées, le cas échéant, des actions émises suivant l'exercice des droits des bénéficiaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, ou des actions qui seraient émises à compter des présentes jusqu'au jeudi 02 octobre 2025 inclus ; dans cette hypothèse, le nombre définitif d'actions soumises au regroupement et le nombre définitif d'actions à provenir du regroupement seront déterminés par le directeur général agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale mixte du 30 septembre 2024 et le conseil d'administration du 22 août 2025 avant le début des opérations de regroupement et fera l'objet d'une publication par la Société ;
- constaté que le regroupement d'actions donnera lieu à la formation de rompus à hauteur de 5 500 actions de 0,0001 euro de valeur nominale ;
- constaté qu'un actionnaire minoritaire a expressément renoncé expressément au regroupement de 5 500 actions anciennes afin de permettre d'appliquer le ratio d'échange à un nombre entier d'actions ; ces 5 500 actions anciennes de 0,0001 de valeur nominale chacune seront par conséquent annulées à la date du regroupement ;
- décidé que la conversion des titres anciens en titres nouveaux sera effectuée selon la procédure d'office ;
- pris acte que les actionnaires qui n'auraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus, afin d'obtenir un multiple de sept mille six cents (7 600), jusqu'au

vendredi 31 octobre 2025 inclus et que, passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de sept mille six cents (7 600) seraient indemnisés dans un délai de 30 jours à partir du samedi 1^{er} novembre 2025 par leurs intermédiaires financiers. Les actions non regroupées étant radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement ;

- pris acte qu'en application des articles L.228-6-1 et R.228-12 du code de commerce, à l'expiration d'une période de trente jours à compter du samedi 1^{er} novembre 2025 inclus, les actions nouvelles qui n'auraient pas pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seraient vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seraient réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits ;
- décidé de procéder à la publication de l'avis de regroupement.

Le prix de négociation des actions formant rompus sera égal à la moyenne des cours pondérée par les volumes des vingt dernières séances de bourse précédant le début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO.

Pour avis,
Le conseil d'administration et le directeur général